



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des  
Affaires juridiques



Numéro 362 - 20 juillet 2023



**ÉDITO**



**Anne Blondy-Touret, Secrétaire générale et Haut fonctionnaire de Défense et de Sécurité des ministères économiques et financiers**

revient sur Bercy vert, la démarche de développement durable du ministère, qui remporte l'adhésion de plus de 85% des agents.



[Lire la suite](#)

---

## Institutions

### **Projet de loi relatif à l'accélération de la reconstruction des bâtiments dégradés ou démolis au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023**

A la suite des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023, un projet de loi a été présenté en Conseil des ministres le jeudi 13 juillet. Afin d'accélérer les reconstructions ou réfections des bâtiments démolis ou dégradés, il comporte des dispositions autorisant le Gouvernement à simplifier les procédures en matière d'urbanisme, à déroger au droit de la commande publique et à certaines obligations relatives aux finances des collectivités territoriales.

[Lire la suite](#)

## **Etat de droit dans l'Union européenne : des progrès ont été réalisés en ce qui concerne 65 % des recommandations, mais des mesures supplémentaires sont nécessaires**

Bien que 65 % des recommandations formulées l'année précédente aient été mises en œuvre, de façon partielle ou totale, la Commission demeure préoccupée par la situation de l'état de droit qui prévaut dans certains Etats membres.

[Lire la suite](#)



# Juridictions

## **Diffusion du premier numéro de la Lettre d'actualité de la QPC du Conseil constitutionnel**

Le Conseil constitutionnel a mis en ligne sur le portail QPC 360° le premier numéro de sa Lettre de la QPC suite à la création d'un Observatoire de la QPC.

[Lire la suite](#)

## **Le Conseil constitutionnel abroge avec effet différé une partie des articles 702-1 et 703 du code de procédure pénale**

Le Conseil constitutionnel a censuré avec effet différé les articles 702-1 et 703 du code de procédure pénale pour méconnaissance du principe d'égalité devant la justice.

[Lire la suite](#)



## Commande publique



### **Le Tribunal des conflits explicite la nature juridique des marchés de services immobiliers**

Un bail conclu entre une commune et une personne physique, ayant pour objet l'accueil temporaire des services de la ville, n'est pas un contrat administratif par détermination de la loi. En l'absence de clause impliquant, dans l'intérêt général, qu'il relève du régime exorbitant des contrats administratifs et dès lors qu'il n'a pas pour objet de confier à la cocontractante l'exécution d'un service public dont la commune a la charge, le contrat ne revêt pas non plus un caractère administratif par application des critères jurisprudentiels.

[Lire la suite](#)



## Finances publiques



### **Les finances publiques locales 2023 – Rapport de la Cour des comptes (fascicule 1)**

Alors que le contexte économique était difficile, la situation des collectivités territoriales a continué de s'améliorer en 2022, dans le prolongement de l'année 2021. La Cour des comptes relève que les transferts d'impôts nationaux à la suite de la suppression d'impôts locaux ont eu un impact important.

[Lire la suite](#)

## Piloter et évaluer les dépenses fiscales – Note de la Cour des comptes

Les dépenses fiscales, si elles sont avantageuses pour les contribuables, constituent un coût très important pour l'Etat. Leur concentration sur quelques impôts, leur multiplication et l'absence d'évaluation de leur efficacité sont mises en exergue par la Cour des comptes dans une note publiée en juillet 2023.

[Lire la suite](#)

## Marchés

### Les relations économiques entre la France et l'Inde

L'Assemblée nationale a publié en juin 2023 un rapport d'information relatif aux relations économiques entre la France et l'Inde à la suite d'une mission en Inde d'une délégation de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, afin d'envisager l'avenir du partenariat stratégique entre la France et l'Inde.

[Lire la suite](#)

### Bilan d'activité de la DGCCRF pour 2022

La DGCCRF veille au respect des règles de la consommation pour assurer le bon fonctionnement des marchés et de l'économie. L'année 2022 a été particulièrement riche pour cette direction qui a su répondre aux enjeux économiques de l'inflation et de transition pour une économie numérique et plus verte.

[Lire la suite](#)



## Entreprises



### **Le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité – Rapport de l'Assemblée nationale**

La proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, dite "CSDD", a pour objectif de favoriser un comportement responsable des entreprises ; les entreprises européennes, répondant à des conditions, devraient mener des opérations de "diligence requise" (ou *due diligence*) sur leur chaîne d'activité, afin d'identifier, de prévenir et de remédier aux incidences négatives pour les droits humains et environnementaux.

[Lire la suite](#)

### **L'efficacité des aides de l'Etat aux entreprises en cas de crise – rapport de la Cour des comptes**

La Cour des comptes a diffusé le 7 juillet 2023 une note analysant les aides que l'Etat a mis en place pour soutenir les entreprises face aux crises sanitaires et énergétiques. Si les mesures ont été globalement satisfaisantes, trois leviers d'action ont été identifiés afin d'améliorer les futurs dispositifs d'aides.

[Lire la suite](#)



## Questions sociales



## Loi maintenant le plafonnement des loyers pour préserver le pouvoir d'achat

La loi du 7 juillet 2023 maintenant provisoirement un dispositif de plafonnement de revalorisation de la variation annuelle des indices locatifs prolonge jusqu'au 1er trimestre 2024 le plafond à 3,5 % de l'indice des loyers commerciaux (ILC) pour les PME et l'indice de référence des loyers (IRL) pour les ménages.

[Lire la suite](#)

## La Cour des comptes appelle à accélérer les transformations dans l'organisation des soins

Selon la Cour des comptes, l'insuffisante structuration de l'offre de soins, conjuguée à une pénurie de médecins généralistes, ne permet pas de réduire les inégalités d'accès aux soins, n'est plus soutenable financièrement et ne permet pas une prise en charge de qualité.

[Lire la suite](#)



## L'ARCEP publie son rapport 2023 sur l'état d'internet en France

La nouvelle édition du rapport annuel sur l'état d'internet en France vient d'être publiée sur le site de l'ARCEP.

[Lire la suite](#)

## Abus de position dominante et violation du RGPD

Dans un arrêt du 4 juillet 2023, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé qu'une autorité de la concurrence nationale pouvait constater une violation du RGPD dans le cadre de l'examen d'un abus de position dominante.

[Lire la suite](#)

## La loi n°2023-566 du 7 juillet 2023 crée une majorité numérique fixée à 15 ans

Face à la massification et l'autonomisation des pratiques numériques chez les jeunes publics, le législateur est venu apporter un cadre nouveau avec la loi du 7 juillet 2023 visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne.

[Lire la suite](#)



## L'adaptation du travail au changement climatique est un enjeu capital des prochaines décennies, notamment sur le plan économique (France Stratégie, 2023)

Face à l'urgence climatique et dans le cadre de la préparation du troisième Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), France Stratégie appelle les pouvoirs publics à élaborer une stratégie nationale permettant d'adapter de manière structurelle les conditions et l'organisation du travail aux divers scénarios de réchauffement climatique.



[Lire la suite](#)

## Les professions relevant de l'économie verte sont aujourd'hui associées à de plus fortes expositions aux facteurs de pénibilité que les autres (DARES, 2023)

Selon une étude de la DARES, si l'économie verte est une économie qui est censée entraîner une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux, les professions en relevant sont aujourd'hui associées à de plus fortes expositions aux facteurs de pénibilité que les autres.

[Lire la suite](#)



**SUR LE SITE**



**Toutes nos rubriques**



**Archives des numéros précédents**



**LA DAJ RECRUTE**



**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle  
d'expertise juridique reconnu ?  
Vous recherchez un emploi qui a du sens,  
au bénéfice de l'intérêt général ?  
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la  
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre  
talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: © Conseil d'Etat

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel [lettre.daj@finances.gouv.fr](mailto:lettre.daj@finances.gouv.fr).

[Se désinscrire](#)